



**PRÉFET
DE LA
DORDOGNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle – Aquitaine**

Arrêté préfectoral n° BE 2020-10-05

du 27 OCT. 2020

**portant refus d'autorisation unique d'installation
de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent**

SNC Ferme éolienne de la Queue d'Ane

24470 – SAINT-SAUD-LACOUSSIERE

24800 – SAINT-JORY-DE-CHALAIS

**Le Préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code forestier ;

Vu le code de la défense ;

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2016-687 du 27 mai 2016 relatif à l'autorisation d'exploiter les installations de production d'électricité ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 27 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale, notamment son article 15 relatif aux conditions d'entrée en vigueur ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

Vu le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres approuvé par décision du ministre chargé de l'environnement en date du 5 avril 2018 ;

Vu le règlement national d'urbanisme qui est opposable sur les communes de Saint-Saud-Lacoussière et Saint-Jory-de-Chalais ;

Vu la demande du 14 décembre 2016, complétée le 29 mars 2018 et en décembre 2018, de la société SNC parc éolien de la Queue d'Ane dont le siège social est situé CS95893 - 2 rue du Libre échange - 31506 Toulouse Cedex en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant 4 aérogénérateurs d'une puissance totale maximale de 13,6 MW ;

Vu les pièces du dossier jointes à la demande visée ci-dessus ;

Vu l'avis de l'Autorité environnementale du 6 mai 2019 ;

Vu la décision du 11 juillet 2019 du président du tribunal administratif de Bordeaux portant désignation d'une commission d'enquête ;

Vu l'arrêté préfectoral n° BE-2019-08-02 du 28 août 2019 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 7 octobre 2019 au 15 novembre 2019 sur le territoire des communes de Saint-Saud-Lacoussière, Saint-Jory-de-Chalais et Miallet ;

Vu les avis émis ou non émis par les conseils municipaux des communes consultées ;

Vu les registres d'enquête publique ;

Vu le mémoire en réponse (aux observations du public) du demandeur transmis à la commission d'enquête ;

Vu le rapport, les conclusions et l'avis de la commission d'enquête du 16 décembre 2019 ;

Vu les avis et observations exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu l'avis favorable de la Direction de la Sécurité Aéronautique d'Etat en date du 23 mars 2017 ;

Vu l'avis favorable de la Direction Générale de l'Aviation Civile en date du 21 février 2017 ;

Vu le rapport et les propositions du 9 juin 2020 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) du 2 juillet 2020 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier recommandé le 7 octobre 2020 ;

Vu l'absence d'observations du demandeur sur le projet d'arrêté dans le délai réglementaire de quinze jours ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale unique au titre du titre 1er de l'ordonnance susvisée ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation unique ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.21-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT l'avis défavorable (6 voix défavorables, 5 voix favorables et 2 abstentions) du conseil municipal de la commune de Saint-Saud-Lacoussière, lieu d'implantation de 2 éoliennes (E1 et E2) sur les 4 prévues au projet, réuni le 6 novembre 2019 ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable (7 voix favorables et 1 non participant au vote) du conseil municipal de la commune de Saint-Jory-de-Chalais, lieu d'implantation de 2 éoliennes (E3 et E4) sur les 4 prévues au projet, réuni le 14 novembre 2019 ;

CONSIDÉRANT les avis majoritairement défavorables des conseils municipaux des communes concernées par le rayon d'affichage de l'avis d'enquête, à savoir 8 communes sur 10 consultées ;

CONSIDÉRANT l'avis défavorable (10 voix défavorables, 1 voix favorable) du conseil scientifique du Parc Naturel Régional Périgord Limousin qui s'est réuni le 19 mars 2019 ;

CONSIDÉRANT l'avis défavorable du conseil d'orientation et de développement du Parc Naturel Régional Périgord Limousin qui s'est réuni le 5 juin 2019 ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable (28 voix favorables, 16 voix contres et 7 abstentions) de la commission Climat Energie du Parc Naturel Régional Périgord Limousin qui a voté par voie dématérialisée le 19 septembre 2019 ;

CONSIDÉRANT l'avis défavorable du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) en date du 21 février 2018 ;

CONSIDÉRANT que la démonstration de l'absence d'autre sollicitation alternative est insuffisante, notamment du fait que les éoliennes E1 et E2 sont situées dans des secteurs boisés et que les éoliennes E3 et E4 ne respectent pas la distance d'éloignement de lisières boisées de 200 mètres préconisée par EUROBATS ;

CONSIDÉRANT que la zone d'implantation des éoliennes est prévue en bordure de deux ZNIEFF de type I et est constituée majoritairement de boisement abritant une riche diversité d'oiseaux (milan noir, Circaète Jean-le-Blanc, Autour des palombes, Linotte mélodieuse, Fauvette grisette, Bruant jaune...) et de chiroptères (Barbastelle d'Europe, Noctule de Leisler) dont certains sensibles aux éoliennes ;

CONSIDÉRANT que la zone d'implantation des éoliennes se situe également sur des axes migratoires majeurs (notamment Grue cendrée, Cigogne noire et Milan royal) rehaussant la sensibilité environnementale du site vis-à-vis d'un projet éolien ;

CONSIDÉRANT que l'activité des chiroptères a été sous-estimée en raison de la position du mât de mesure en milieu ouvert ;

CONSIDÉRANT que l'implantation de l'éolienne E1 se situe dans une zone de présence d'arbres sénescents aux gîtes de chiroptères ;

CONSIDÉRANT la prise en compte du Roitelet triple bandeau ;

CONSIDÉRANT que les recommandations du CNPN ne sont pas suivies concernant le bridage des machines en période nocturne ; les bridages proposés sont différents et ne constituent pas des mesures de réduction suffisantes vis-à-vis des espèces soumises à Plan National d'actions (PNA) ;

CONSIDÉRANT que la plus-value écologique n'est pas démontrée vis-à-vis des mesures compensatoires pour les espèces protégées ;

CONSIDÉRANT que la dérogation à l'interdiction de destruction de plusieurs espèces protégées et de leurs habitats est en conséquence refusée ;

CONSIDÉRANT les différents avis et observations donnés par les services dans le cadre de leur consultation durant l'enquête publique ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRÊTE

Article 1 : Refus

La demande d'autorisation, déposée le 14 décembre 2016 et complétée le 29 mars 2018 par la société FERME EOLIENNE DE LA QUEUE D'ANE, dont le siège social est situé à Toulouse 31500, 2 rue du Libre Echange, concernant le projet d'exploitation d'éoliennes sur les communes de SAINT-SAUD-LACOUSSIERE et SAINT-JO-RY-DE-CHALAIS, est refusée.

Article 2 : Délais et voies de recours

Les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement s'appliquent.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès de la Cour Administrative d'Appel de BORDEAUX :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° - Une copie de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de Saint-Saud-Lacoussière et Saint-Jory-de-Chalais et peut y être consultée ;

2° - un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Saud-Lacoussière et Saint-Jory-de-Chalais pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

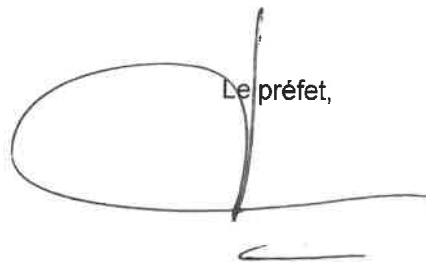
3° - L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° - l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Dordogne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture de Dordogne, les maires de Saint-Saud-Lacoussière et Saint-Jory-de-Chalais et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée, ainsi qu'à la société FERME EOLIENNE DE LA QUEUE D'ANE.

Le préfet,



Frédéric PERISSAT

